



ÉTAT D'ISRAËL ASSASSIN, ÉTATS IMPÉRIALISTES COMPLICES

La trêve a démarré vendredi dernier pour cinq jours. Un moment de répit bien trop bref pour les populations civiles. Les photos et les vidéos qui nous arrivent mettent des images sur des massacres d'une ampleur inouïe, dont la logique ressemble à celle d'un génocide.

Les bombes n'ont rien épargné, ni personne. Presque quinze mille habitants ont trouvé la mort, dont quasiment une moitié d'enfants. Les hôpitaux sont éventrés et ceux qui tiennent encore debout ne fonctionnent plus, faute de carburant et d'électricité. La moitié des bâtiments serait en ruine.

Le gouvernement israélien prépare une nouvelle offensive

Le gouvernement d'extrême droite israélien a tergiversé avant d'accepter la trêve avec le Hamas. Et pour cause ! Interrompre la guerre pour libérer des résidents d'un kibboutz plutôt laïc et marqué à gauche, des jeunes fêtards et des travailleurs d'origine thaïlandaise, ça avait de quoi rebuter les colons et les religieux au pouvoir. Ce qui les a finalement convaincus, c'est la promesse qu'ils se sont faite de reprendre l'attaque de plus belle à la fin du cinquième jour !

Ce que veut le gouvernement au pouvoir en Israël, c'est la guerre totale pour continuer le processus de colonisation. De son point de vue, la trêve, qu'elle dure cinq jours ou un an, n'est qu'une pause entre deux effusions de sang. Les grandes puissances impérialistes laissent faire, car elles comptent sur l'État d'Israël pour faire la police dans la région. Il n'y aura pas de paix sans renversement de ce système capitaliste qui maintient dans l'oppression les populations palestiniennes et qui sème la guerre à travers tout le Moyen-Orient.

Et ici, les attaques continuent contre ceux qui expriment leur solidarité

En France, le gouvernement tente de faire passer tout soutien aux Palestiniens pour de l'antisémitisme.

Il espère imposer le silence, voire la résignation. À Grenoble, après une campagne du Crif, une réunion publique du NPA intitulée « Israël assassin, impérialistes complices » a été interdite par la préfecture. À Paris, des organisations violentes d'extrême droite sionistes, la LDJ et le Bétar ont tenté une incursion dans la manif contre les violences faites aux femmes, assimilant par leurs mots d'ordre les manifestantes et manifestants au Hamas.

Au fond, leur argument est que toute critique de l'État d'Israël, militariste et colonial, est une attaque contre les Juifs en général. Mais assimiler l'ensemble d'un peuple, dont une partie crie d'ailleurs « pas en notre nom ! » à propos des massacres, à la classe dirigeante israélienne, n'est-ce pas un peu... raciste ? Que dirait-on de celui qui amalgame toute une population avec quelques dirigeants, par exemple, les Russes avec Poutine ou les Français avec Macron ?

Le raccourci imposé par le gouvernement est en fait antisémite. Il vise à écraser sous un tombereau d'accusations tous ceux qui expriment leur solidarité avec les Palestiniens. Macron ne veut pas voir à Paris 300 000 personnes dans les rues comme à Londres, il ne veut pas que les universités françaises s'agitent comme les universités américaines. Il voudrait que tout le monde marche au pas.

Mais nous, travailleurs et travailleuses, ne marcherons pas. En manifestant, en nous organisant, en faisant entendre une autre voix, la nôtre, nous les gênons. Sur ce sujet-là comme sur tous les autres qui nous préoccupent, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Les organisations politiques de gauche et les confédérations syndicales sont aux abonnés absents, car elles refusent, au mieux, d'engager le bras de fer avec le gouvernement, et au pire, n'ont avec lui, au fond, que des nuances et des différences d'appréciation. Il n'y a rien à en attendre, alors rentrons nous-mêmes dans l'action !

Samedi 2 décembre, partout en France, soyons des dizaines de milliers à manifester pour l'arrêt des massacres à Gaza et contre la colonisation.

« Votre manager » est servi

Pour une fois, la venue du directeur parisien a fait mouche : nous nous sommes rassemblés à la pause pour lui dire notre ras-le-bol et lui remettre une pétition. Il n'avait pas l'air à l'aise de nous voir ensemble.

Si les embauches et nos exigences ne suivent pas, la prochaine fois, nous pourrions lui dire : pas de bras, pas de chocolat !

Exemple à suivre

Depuis la réorganisations-déménagement du 12^e, le travail est particulièrement infaisable aux lignes. Mais les collègues refusent de se laisser surcharger.

Lors de sa dernière visite, le directeur parisien en a pris pour son grade et a dû promettre trois lignes supplémentaires de dégagement.

Une démonstration que seules nos réactions collectives peuvent arracher des choses à La Poste. Reste à surveiller comment ça se concrétise.

106 millions de colis : ras-la-hotte

Le trop plein de paquets avant Noël, c'est plus que prévisible. Mais pas d'embauches en vue...

Le père Noël n'a jamais fait grève, mais nous on peut le faire !

Pansement sur une jambe de bois

C'est plus d'un mois après le déménagement du 12^e que la direction s'est avisée de clouer des planches anti-poussière ou de déplacer quelques positions de travail pour améliorer la situation.

Les conditions restent exécrables quand même.

Pas de frontière entre nous

Ce qui arrangerait les « managers » de La Poste, c'est que nous ne nous parlions pas entre arrondissements 11, 12, 20. Voire même qu'on s'engueule !

Ça couvrirait le bruit des milliards qui tombent dans les coffres-forts de La Poste à nos dépends.

Et bientôt le chauffage au feu de bois ?

À la cantine, au 4^e étage, les agents travaillent sans ascenseur, sans eau chaude et avec une aération déficiente. Cela fait des semaines que ça dure, mais La Poste n'a toujours pas trouvé moyen de réparer tout ça (vu que l'immeuble lui appartient).

Quant au patron d'Elior, comme ce n'est pas lui qui monte la marchandise...

Merci pour la collecte

Il y a quinze jours, la collecte de soutien au bulletin *Révolutionnaires (ex-Étincelle)* a rapporté 80 euros. Merci à tous ceux qui aident à sa parution.

Un seul but : nous diviser

Personne n'a eu les mêmes primes ce mois-ci (Gipa, prime réorg, d'équipe...). Une usine à gaz. Et des collègues n'ont rien eu du tout. Alors qu'il nous faut à tous 400 euros de plus tous les mois.

Logique patronale

Cela fait des semaines que la direction nous pousse à poser tous nos congés avant la fin de l'année.

Sauf qu'il n'y a personne pour nous remplacer, alors même que c'est la période la plus chargée de l'année et que les bacs s'accumulent.

Leur bazar comptable, on n'en veut pas. Les congés c'est quand nous le voulons !

À nous de banker pour les profits ?

Bien que les bénéficiaires de la Banque Postale aient encore flambé (+ 44 % au 1^{er} semestre 2023), Philippe Wahl, PDG de La Poste, voit l'avenir plutôt morose. Il a donc décidé d'un plan d'économie de 100 millions d'euros. Résultat : aucun remplacement des départs dans les centres financiers.

La Poste veut continuer à faire toujours plus de profits sur notre dos, à moins de l'obliger à ranger ses plans au fond de son coffre-fort.

Une nouvelle attaque contre les chômeurs

Bruno Le Maire est à l'offensive contre l'assurance chômage. Depuis plusieurs jours, le ministre de l'Économie répète à l'envi que l'« État providence » est trop généreux et doit être remis à plat afin d'arriver au plein emploi en 2027. Voilà donc son projet : abaisser la durée d'indemnisation des chômeurs de plus de 55 ans.

Cela ne fera en rien diminuer le chômage, mais ce sera autant de pris dans la poche des chômeurs âgés.

Un mois de salaire perdu !

Avec la hausse des prix, en 2022, il aurait fallu déboursier en moyenne 1 320 euros de plus pour consommer la même chose qu'en 2021, selon une estimation de l'Insee. Un mois de smic ! Sans surprise, l'inflation a pesé plus fortement sur les plus modestes. D'autant que les prix ont augmenté le plus sur les produits de première nécessité.

Cette situation n'a fait que s'aggraver en 2023. Alors le meilleur moyen de s'en sortir est d'obtenir une augmentation de salaire de 400 euros par mois.